



Strasbourg, le 5 novembre 2015

## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration n°188-2015 du 5 novembre 2015

Séance du : 5 novembre 2015  
Sous la présidence de : Madame Souad EL MAYSOUR, Présidente  
Ont assisté à la séance : 18 membres  
Absents excusés : 10 absents excusés dont 4 pouvoirs  
Absent non excusé : /

### Présents :

Dominique BANNWARTH, Azzedine BOUFRIOUA, Marilyn CLAUDOT, Olivier DELOIGNON, Souad EL MAYSOUR, Alain FONTANEL, Bernard GOY, Sandy KALYDJIAN, Sophie KOHLER, Sara MARGUIER, Antoine MARTYNCIOW, Henri METZGER, Michel SAMUEL-WEIS, Emmanuel SEJOURNE, Gérard STARCK, Jan-Claire STEVENS, Darek SZUSTER, Jean VERNE.

### Pouvoirs :

Nicolas MATT donne pouvoir à Souad EL MAYSOUR  
Eric SCHULTZ donne pouvoir à Alain FONTANEL  
Pierre LITZLER donne pouvoir à Sophie KOHLER  
Jean-Luc BREDEL donne pouvoir à Dominique BANNWARTH

### Absents excusés :

Jean-Luc BREDEL, Camille GANGLOFF, Fabienne KELLER, Pierre LITZLER, Pascal MANGIN, Nicolas MATT, Annick NEFF, Ada REICHHART, Eric SCHULTZ, Alain SPOHR.

### 1er point de l'ordre du jour : mise en place d'une mission formation continue

#### Délibéré

Le Conseil  
après en avoir délibéré

Ces explications apportées, je vous propose :

- De constituer une mission « formation continue » composée d'un(e) responsable à  $\frac{3}{4}$  temps (cadre A) et d'un(e) chargée de production à mi-temps (agent de catégorie C/B) recrutés pour une année, renouvelable deux fois au vu des résultats obtenus,
- D'ériger cette activité en Budget annexe à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016
- D'autoriser le Directeur à effectuer toutes les démarches administratives nécessaires (immatriculation du budget, déclaration de l'activité,...)

Vote

Votants	:	22
Pour	:	22
Contre	:	-
Abstention	:	-

**Adopté**

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le .....10.....novembre 2015  
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le : .....10..... novembre 2015 à 17 heures.

**Souad EL MAYSOUR**

Présidente





## Délibération du Conseil d'administration

n° 188-2015 du 5 novembre 2015

### **Objet : mise en place d'une mission formation continue**

Depuis la publication de la loi 2011-1978 du 28 décembre 2011, les artistes auteurs bénéficient d'un régime de prise en charge de leurs actions de formation continue. Cette éligibilité encore très récente ainsi que les freins sociologiques liés à la nature même de l'activité artistique, expliquent qu'à ce jour la mise en œuvre de ce droit reste très marginale tant sur le plan du nombre d'établissements d'enseignement supérieur engagés sur ce terrain que sur le plan du nombre de journées de formation suivies par les artistes auteurs.

Pour autant, les quelques établissements d'enseignement supérieur qui se sont saisis sérieusement de la question et se sont positionnés avec méthode dans le champ de la formation continue ont réussi, en quelques années, à développer une activité utile pour les artistes et un modèle économique viable.

C'est dans ce contexte et sur la base des perspectives tracées par le projet d'établissement que la HEAR a enclenché une réflexion au courant du premier semestre 2015 pour examiner l'opportunité d'investir le domaine et de proposer aux plasticiens, musiciens ou scénographes du Grand Est une offre de formation continue structurée et attractive.

L'opportunité pour la HEAR de se positionner dans le champ de la formation continue Au-delà du contexte général favorable (existence d'une demande potentielle, insuffisance de l'offre, existence de fonds mobilisables), différents éléments directement liés à la situation de la HEAR militent en faveur d'une intervention de l'établissement dans ce secteur :

- l'existence d'une habilitation statutaire,
- le succès rencontré par le CFPI, première incursion de la HEAR dans le champ de la formation continue,
- la densité d'artistes et de professionnels de la culture dans la zone d'influence de la HEAR (50.000 à 80.000 personnes),
- les liens importants qu'entretient déjà la HEAR avec ce réseau d'artistes et l'image positive dont elle bénéficie auprès d'eux,
- les partenariats pédagogiques qu'entretient la HEAR avec de nombreux autres opérateurs (CERFAV, CIAV, FREMAA, IEAC,...) ou établissements d'enseignement supérieur culture (école supérieures d'art du Grand Est, TNS, ENSAS),
- le positionnement fort de la HEAR sur des segments porteurs,
- la disponibilité de moyens logistiques importants à certaines périodes de l'année.

Les conditions du succès de la démarche :

L'analyse comparative des initiatives déjà enclenchées par les autres établissements d'enseignement supérieur culture met en évidence la nécessité :

- de bien connaître les attentes du public ciblé (enquêtes de terrain / lien avec l'Afdas, les fédérations d'artistes,...)
- de proposer une offre cohérente en lien avec l'identité de l'établissement
- de garantir un lien de cohérence avec l'enseignement initial
- de construire progressivement l'offre de formation pour la stabiliser dans la durée.

Le modèle proposé :

Sur le plan de la méthode, il est proposé de mettre en place une « mission formation continue » composée d'un(e) responsable à  $\frac{3}{4}$  temps (cadre A) et d'un(e) chargé(e) de production à mi-temps (agent de catégorie C/B), embauchés dès la fin de cette année pour une durée d'un an renouvelable deux fois en fonction des résultats, pour préfigurer l'offre de formation continue 2016/2017. Cette offre se déclinera en une « académie d'été » organisée en juillet 2016 en partenariat avec le TNS, le TJP et l'ENSAS puis en un programme de stages s'étalant de septembre 2016 à juin 2017.

En ce qui concerne le contenu du programme formation 2016-2017, il s'articulera entre pratique et théorie et prendra appui sur différentes disciplines saillantes de la HEAR (design textile, art objet, didactique visuelle, illustration, scénographie, art sonore) ainsi que sur la dimension pluridisciplinaire de l'établissement. La cohérence de l'offre de formation continue avec les enseignements initiaux dispensés par l'établissement sera assurée par l'association des enseignants à la définition des objectifs des différentes actions de formation. Ces actions pourront se dérouler dans les locaux des différents sites de la HEAR durant les périodes où ils sont vacants mais également dans l'enceinte d'établissements partenaires.

S'agissant du financement du service, les droits d'inscription versés par les stagiaires devront très rapidement équilibrer les charges directes (salaires de la cellule formation continue, rémunération des intervenants, actions de communication,...) et indirectes (remboursement des frais de structure : fluides, entretien des locaux, soutien des services ressources de la HEAR) induites par le service. L'ensemble des charges et recettes afférentes à l'activité devront d'ailleurs faire l'objet d'une individualisation budgétaire qui permettra à l'assemblée de disposer d'une vision précise et fiable de la situation financière de l'activité.

#### Délibéré

Ces explications apportées, je vous propose :

- De constituer une mission « formation continue » composée d'un(e) responsable à  $\frac{3}{4}$  temps (cadre A) et d'un(e) chargée de production à mi-temps (agent de catégorie C/B) recrutés pour une année, renouvelable deux fois au vu des résultats obtenus,
- D'ériger cette activité en Budget annexe à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016
- D'autoriser le Directeur à effectuer toutes les démarches administratives nécessaires (immatriculation du budget, déclaration de l'activité,...)



**Souad EL MAYSOUR**  
Présidente

**Annexe 1 à la délibération 188-2015 du Conseil d'administration du 5 novembre 2015  
relative à la mise en place d'une formation continue - modification de l'état des emplois de la HEAR**

emploi transformé /créé /supprimé	Intitulé de l'emploi	Filière	Catégorie	cadres d'emplois	Calibrage : grade minimum de l'emploi	Calibrage : grade maximum de l'emploi	quotité de l'emploi	ETP de l'emploi	date à laquelle le poste est transformé / créé et à pourvoir	Motifs pour lesquels les postes peuvent être occupés par des agents non titulaires	Rémun. minimum	Rémun. maximum
Emploi créé	Chargé(e) de mission formation continue	Administrative	A	Attachés territoriaux	Attaché	Attaché principal	TNC (75%)	0,75	09/11/2015	Art. 3-1 ; 3-2; 3-3 Loi n°84-53	IM 349	IM 783
Emploi créé	Assistant(e) formation continue	Administrative	C/B	Adjoint administratifs à Rédacteurs	Adjoint administratif de 2ème classe	Rédacteur principal de 1ère classe	TNC (50%)	0,5	09/11/2015	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 Loi n°84-53	IM 321	IM 562

Pour information : Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Article 3-1 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et pour répondre à des besoins temporaires, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison d'un congé

annuel, d'un congé de maladie, de grave ou de longue maladie, d'un congé de longue durée, d'un congé de maternité ou pour adoption, d'un congé parental ou d'un congé de présence parentale, d'un congé de solidarité familiale ou de l'accomplissement du service civil ou national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux ou de leur participation à des activités dans le cadre des réserves opérationnelle, de sécurité civile ou sanitaire ou en raison de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Les contrats établis sur le fondement du premier alinéa sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent.

Article 3-2 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et pour les besoins de continuité du service, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Le contrat est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Il ne peut l'être que lorsque la communication requise à l'article 41 a été effectuée.

Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque, au terme de la durée fixée au deuxième alinéa du présent article, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

Article 3-3 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et sous réserve de l'article 34 de la présente loi, des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels dans les cas suivants :

1° Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ;

2° Pour les emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la présente loi ; [...]

Les agents ainsi recrutés sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.